

# Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Part : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 286 - 13211 Marseille Cédex 1  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 20 F (200 FB)  
6 mois : 10 F (100 FB)  
pli fermé : 32 F et 16 F  
« programme communiste »  
1 an : 20 F (200 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE - N° 179  
LE NUMERO : 1 F  
9 au 22 sept. 1974

## LE CAPITALISME MONDIAL DANS LES CONVULSIONS

Le cours des événements s'accélère à tel point que l'époque où les propagandistes de la classe dominante endormaient le public aux sons de la douce berceuse du magicien Kissinger venant, comme une colombe

sortie de l'arche de Nixon, annoncer au monde le retour du beau temps après la onzième tempête sur l'océan du capitalisme mondial de plus en plus convulsé et pourrissant dans sa phase impérialiste, semble aujourd'hui appartenir à la préhistoire.

La « rentrée » d'automne s'ouvre sur de nouveaux combats au Vietnam, sur l'état d'alerte sur toutes les frontières entre Israël et monde arabe, et sur les séquelles d'une nouvelle édition du déluge : deux états membres de l'OTAN et de l'ONU se prennent à la gorge en se bombardant avec les armes fournies par la première et au mépris évident des avis de la seconde. Située à la périphérie du cyclone du Moyen-Orient, dotée d'une fragile indépendance et d'une neutralité plus fragile encore (drôle de pays neutre, avec de belles bases anglaises sur son sol!), Chypre était une proie trop succulente pour les Etats-Unis : on comprend que Washington ait d'abord poussé les colonels (déjà subventionnés par lui) à tenter le coup d'état de l'« Enosis » à Chypre, puis soutenu ensuite les Turcs victorieux contre les héritiers « démocratiques » du régime militaire grec.

Le drame de Chypre c'est, dans l'immédiat, celui des deux cent mille réfugiés qui errent sur le territoire chypriote, mais à long terme ce serait, en cas de réunification de l'île, le calvaire quotidien des massacres entre majorités et minorités nationales (« l'indépendance » a-t-elle empêché les massacres de 1961, 1963-1964, 1967, pour ne parler que des épisodes les plus marquants ?) et, en cas de partage, une réédition de l'expérience des deux Corées et des deux Vietnams. Si la pacification de l'île était confiée à une conférence internationale, comme le voudrait la Russie, ce serait une réédition du calvaire du Sud-Est ou du Nord-Est asiatique, du monde arabe et d'Israël, et de Chypre elle-même pendant presque un siècle de domination coloniale anglaise sanctionnée par la conférence de Berlin ; si cette pacification était confiée à un accord diplomatique patronné par une grande puissance, cela la mettrait encore plus au centre des rivalités impérialistes dans le Levant.

Sur le drame de Chypre se greffe celui de la Grèce, sur laquelle, exploitant les sentiments anti-américains plus que justifiés de la population, se jettent comme des vautours la France, qui fournissait hier des armes aux colonels comme elle en fournit aujourd'hui à leurs successeurs, l'URSS qui fait la cour au conservateur Caramanlis comme elle avait fait la cour à ce parfait géolier de Papadopoulos, et — en sous-main comme toujours — la Grande-Bretagne qui, tout au long de son « administration » de l'île chypriote et de ses rapports avec Athènes et Ankara (et, auparavant, Constantinople) a divisé les Grecs et les Turcs en les dressant les uns contre les autres pour mieux régner.

Que signifie ce nœud de vipères, sinon, une fois de plus, que le monde capitaliste est un volcan en proie à des éruptions toujours plus violentes : antagonismes ouverts ou latents, conflits manifestes ou larvés, luttes entre amis et réconciliations entre ennemis, bref, « guerre de tous contre tous » ? Que signifie-t-il sinon que toute « paix » conclue n'est qu'une trêve, que tout cessez-le-feu est un « reprenez-le-feu », que tout accord de compromis est une source de désaccords nouveaux et plus âpres ? Que signifie-t-il, sinon que la croisade contre le « militarisme allemand et japonais » conclue victorieusement en 1945 a ouvert un cycle de militarismes plus féroces encore, qui se battent quotidiennement sur la peau des autres, ainsi que derrière l'ignoble façade de verre des prétendues « Nations Unies » ? Que signifie-t-il, sinon que le règne du capital ne peut être, à une échelle toujours plus vaste et plus effroyable, que le règne de la mort ?

La « rentrée d'automne » ne s'est pas ouverte seulement sous ce signe funeste. L'époque où on parlait d'expansion économique incessante, de bien-être croissant, de commerce pacifique, de société de consommation perpétuelle, se perd dans la nuit des temps.

L'ère que nous vivons est au contraire celle de l'inflation galopante et, au grand « étonnement des brain-trusts économiques, de la récession qui menace à l'échelle mondiale : donc du chômage, du sous-emploi, de la baisse vertigineuse du pouvoir d'achat, de l'austérité invoquée ou imposée, de l'asphyxie des échanges, de la chasse frénétique au moindre bout de marché où placer des marchandises, de secteurs où placer sans risque des capitaux.

Ceux qui avaient fait carrière en prophétisant l'âge d'or hurlent maintenant comme des Cassandres : serrez-vous la ceinture, travaillez davantage ! Ils ont bien de quoi s'inquiéter. Le taux d'inflation japonais dépasse 20 pour cent ; l'Angleterre, l'Italie et la France suivent de près, tandis que les USA et l'Allemagne en sont à 8 pour cent ou presque. La chute des valeurs boursières atteint des records : baisse de 30 % à Paris en un an, de 25 % à New York, de 23 % à Tokyo, de 20 % à Milan, de... 49 % à Londres. Le ministre français du travail, Durafour, affirme ne pas s'inquiéter du chômage qui atteint déjà un niveau record — et ce avant l'arrivée de nouvelles couches de jeunes sur le marché du travail, et sans dire que l'immigration a été stoppée, ce qui implique une émigration nette — mais avoue ses craintes pour

le printemps 1975. En Angleterre, les 700.000 chômeurs actuels devront passer à plus d'un million début 1975. Quant à l'Italie, le ministre du travail prévoit avec optimisme un million de sans-travail à la fin de l'année, mais il ne compte pas les

### DANS CE NUMÉRO

- Réunion Générale du Parti : Histoire de la Gauche.
- Portugal, Grèce, Chypre : les partis staliens à l'œuvre.
- Ouvriers et paysans.

émigrés qui seront forcés de rentrer par exemple d'Allemagne où il y a déjà 500.000 sans-emploi.

Comment ne pas voir que les possibilités d'exportation d'automobiles, par exemple, se réduisent, quand Volkswagen annonce la chute de ses ventes à l'étranger, quand le marché français s'est réduit de 25 % en un

(suite page 4)

## Bourgeois et opportunistes préparent la « rentrée sociale »

Par la bouche de Giscard, la bourgeoisie a été parfaitement explicite sur ses intentions vis-à-vis de la classe ouvrière : davantage d'« effort » et des salaires moins « déraisonnables » — en d'autres termes : sacrifices et austérité, ou encore : travailler plus et manger moins — afin de ne pas aggraver les difficultés de la baraque nationale, le tout agrémenté de promesses fallacieuses sur la « garantie » d'un emploi dont tout le monde reconnaît par ailleurs qu'il ne peut que se dégrader, et mille autres petites choses du même genre.

Avant tout, gouvernement et patronat veulent, comme dit *Le Figaro* du 2-8 « éviter une rentrée chaude » ; ils « misent beaucoup aussi [outre la poudre aux yeux de la campagne de « freinage des prix »] pour calmer les esprits, sur la relance des négociations paritaires ». De plus, ces braves bourgeois n'hésitent pas à dire qu'ils œuvrent pour conjurer un risque : « les mouvements menés par les commerçants et les agriculteurs pourraient jouer en effet un rôle de détonateur s'ils ne se résorbent pas rapidement ». Deux objectifs parfaitement limpides, par conséquent : 1) soumettre la classe ouvrière aux exigences de l'économie nationale et 2) maintenir la paix sociale.

Et comment de son côté l'opportunisme compte-t-il faire face à l'offensive bourgeoise contre la classe ouvrière ? Eh bien, il faut dire que nous ne nous trompons guère lorsque nous démontrions, à l'occasion des élections, que les menaces de « guerre entre les classes ranimée » proférées par les dirigeants opportunistes n'étaient destinées qu'à bernier les prolétaires et à mettre en valeur à l'adresse de la bourgeoisie l'efficacité de la gauche pour maintenir la paix sociale. D'ailleurs, Berteloot vient de le reconnaître lui-même ouverte-

ment dans une interview au *Figaro* du 2-9 :

« La CGT a eu plusieurs fois l'occasion, par la voix de ses militants les plus autorisés, de préciser qu'elle n'entendait... pas compromettre PAR DES EXIGENCES IMMEDIATES INSOUTENABLES pour l'économie du pays la réalisation d'un programme de la gauche qu'elle a soutenu depuis son origine.

Le fait que, au lieu d'avoir un président de la République de gauche, nous en ayons un de droite ne change pas fondamentalement notre position ; à la différence près — qui n'est évidemment pas négligeable — que les négociations qui auraient pu s'ouvrir sur une base de confiance réciproque, auraient forcément, si elles intervenaient, un caractère différent compte tenu de la nature même du pouvoir en place.

Mais cela n'enlève rien à l'intérêt de la négociation : M. Giscard d'Estaing rêve à des syndicats « compréhensifs » prêts à cautionner la politique élyséenne. Nous aurions, nous, souhaité à sa place, un autre interlocuteur qui nous aurait permis d'avancer dans une autre voie. Il faut bien que chacun prenne son parti de ce qui est la réalité et fasse avec elle.

(Suite page 4)

## CHILI

# UN AN DE TERREUR BLANCHE

Il y a un an, le putsch de Santiago instaura un régime d'horreur qui n'en finit pas. La suppression des droits les plus élémentaires, les licenciements politiques de masse, la répression impitoyable et barbare qui s'abat avec la régularité et la monotonie d'un mécanisme parfaite-

ment huilé, l'écrasement sans pitié des militants des organisations de gauche, même les plus timorées, la torture institutionnalisée et systématique, les sévices planifiés, les camps de concentration et les assassinats individuels et collectifs ont transformé le Chili en un véritable terrain d'exercice policier.

La répression infernale qui sévit au Chili ne s'explique pas seulement par la « vengeance sacrée » des secteurs les plus rétrogrades des classes dominantes chiliennes. Elle est entretenue par le gendarme américain à titre d'intimidation et d'exemple à l'adresse, non seulement des masses exploitées d'Amérique Latine mais de celles du monde entier, et en premier lieu du prolétariat. « Voyez ce qui attend tous les écervelés et les fous qui voudraient se rebeller contre le sacro-saint Ordre international », tel est le sens profond de ce régime de terreur.

Pour les communistes révolutionnaires, le lugubre acharnement des

militaires chiliens et l'impunité de leurs crimes ne peuvent être un motif de jérémiades. Dans les manifestations de solidarité et l'indispensable lutte contre la terreur blanche, ils doivent démontrer que pas une once de paix, de tranquillité, de bien-être ne peut être obtenue sans manier les armes mêmes qui nous sont imposées par l'adversaire. Violence contre violence, dictature contre dictature, telle est la seule et unique voie de l'émancipation du joug du capital. L'énorme puissance de l'adversaire, brutalement mise en évidence par l'exemple chilien, montre tout le chemin qui reste à parcourir pour que le prolétariat se donne une force au moins égale, et soit orga-

nisé autour d'un parti capable de manier ces armes.

Une telle attitude est évidemment aux antipodes de celle des démocrates, staliens, sociaux-démocrates, et autres chrétiens de toute nuance (sans parler des gaullistes) qui ont appelé début juillet à Paris à faire du 11 septembre une « journée internationale de solidarité », eux dont les cousins chiliens ont préparé — tous — le terrain au golpe, que se soit directement comme cela découlait de leur nature et faisait partie de leur rôle de partis bourgeois, que ce soit comme

(Suite page 2)

## PORTUGAL, GRÈCE, CHYPRE :

## Les Partis staliniens à l'œuvre

Au cours de ces derniers mois, les « communistes du Portugal, d'Espagne, de Grèce et de Chypre se sont décidément donnés pour tâche de prouver au monde (en renversant une fois de plus ce que disait Marx) que, dans les moments de crise grave du régime capitaliste, « le pays industriellement le moins avancé présente au plus avancé l'image de son propre avenir ».

A Lisbonne, quand les officiers ont troqué leur drapeau parafasciste contre celui de la démocratie (vu l'incapacité du premier à sauver le pays de la banqueroute), les « communistes » ont couru se ranger sous la bannière de l'armée, et, appelés d'urgence à partager les responsabilités gouvernementales avec le massacreur repentin Spínola, ils ont entonné des hymnes à l'unité nationale, à la paix sociale, à... l'autodiscipline ouvrière (ne pas avancer des revendications « exorbitantes... »), à la lutte contre quiconque attenterait au caractère sacré des forces armées, de l'Eglise et du capital.

En Espagne, le secrétaire général du PC, Carrillo, s'est uni avec Serer, bras droit de Juan Carlos, pour présenter lors d'une conférence de presse à Paris le 30 juillet, une « junte » qui s'est déclarée toute prête à recueillir l'héritage de Franco, et ouverte à « tous les groupes politiques et sociaux, à tous les représentants des institutions, aux personnes qui possèdent un poids virtuel ou potentiel dans la vie publique » : en somme, un gouvernement de « réconciliation », qui, pour nous, signifie tout simplement le condominium des bourgeois de droite et de gauche du prolétariat espagnol pendant la guerre civile (1).

En Grèce et à Chypre, messieurs les « communistes » s'offrent comme partenaires des futurs gouvernements de coalition et, en attendant, ils chantent les louanges de cette fine fleur du conservatisme qu'est Caramanlis, pourchasseur chevronné de révolutionnaires et d'extrémistes.

Le Portugal, où ils sont au gouvernement en la personne de leur secrétaire général Cunhal, reste néanmoins la « preuve expérimentale » la plus démonstrative du rôle qu'ils sont prêts à jouer partout à l'heure de la crise pour la sauvegarde de l'ordre capitaliste en habit démocratique — lequel est, d'ailleurs, la seule et véritable voie pour préparer le passage à l'uniforme fasciste ou éventuellement bonapartiste lorsque cela devient nécessaire. Après les épisodes que nous avons relatés numéro après numéro depuis le « coup d'état démocratique », voici deux nouveaux faits.

Le 16 août, une foule de manifestants blancs et « de couleur » se sont rassemblés à Lisbonne pour manifester leur appui au Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (M.P.L.A.) — mouvement qui, tout démocratique bourgeois qu'il soit, a l'inappréciable mérite d'avoir jusqu'ici, selon le communiqué du gouvernement portugais, « rejeté les offres de paix du gouvernement provisoire », et d'avoir « déclaré son intention de poursuivre la lutte en Angola » (Le Monde, 17-8-74). La police a tiré soi-disant « au-dessus des têtes des manifestants », et — Dieu sait comment ! — elle en a tué un et blessé un nombre non précisé. Hypocritement, les partis socialiste, communiste et populaire démocratique ont déploré la répression violente ; mais le gouvernement dont ils font partie, dont ils sont même les piliers, a couvert la police et accusé d'incitation à une manifestation illicite des « agitateurs de l'extrême-droite ou de l'extrême-gauche » (Le Monde, 17-8 — comme d'habitude, on fait passer les rouges pour des alliés, voire des instruments des... fascistes : Staline continue à faire école !). Ni Cunhal ni Soares n'ont bien entendu songé à se désolidariser du communiqué gouvernemental, ni à quitter le gouvernement : ils lui prêtent au contraire main-forte en versant des larmes de crocodile sur le « sang innocent répandu », et cherchent à le dédouaner en déclarant que « ces actions policières ne traduisent pas la poli-

tique du gouvernement provisoire et du Mouvement des Forces armées » (Le Monde du 18-19-8-74). Et comment pourraient-ils s'en désolidariser ? Ils sont d'accord avec lui pour estimer qu'il faut accorder l'indépendance à ces obstinés du Mozambique et de l'Angola dans... deux ou trois ans : en d'autres termes, lorsque, une fois les guerilleros désarmés (si par malheur ils se laissent désarmer), les éléments « modérés » de la population coloniale renforcés, et les exploités blancs entretenus par les compagnies multinationales remis de leur panique, ces pays « indépendants » seront libres de continuer à dépendre de leurs tyrans et vampires portugais. Le Corriere della Sera (23-8) et Newsweek parlent déjà des projets des ultras blancs en Angola : créer une organisation armée dans le genre de la vieille OAS ; et on annonce au Mozambique la naissance d'un Parti de coalition nationale qui s'opposerait au FRELIMO, en demandant non pas l'indépendance immédiate, mais un référendum sur l'avenir du pays : peut-on imaginer que les voisins racistes de l'Afrique du Sud n'y mettront pas la patte ! ?

Chasse, donc, aux « irresponsables » de gauche au Portugal ; chasse aux non moins « irresponsables » guerilleros africains en Angola et au Mozambique — au nom du « socialisme » et du « communisme » made in Lisbonne...

\*.\*

Il faut penser aussi au destin de l'économie nationale en proie à une crise épouvantable. Que peut donc lancer le gouvernement d'unité nationale — avec sa digne couronne d'officiers supérieurs, d'archevêques, de socialistes, de grands bourgeois et de « communistes » — sinon un plan d'austérité comme celui que le premier ministre Rumor veut imposer en Italie et que le chef du PC, Berlinguer, est prêt à faire sien en échange d'une place au gouvernement, pour le salut et le bien du pays ? Eh bien, d'après l'Expresso portugais du 17 août, le gouvernement a mis au point dans la ligne de ce plan d'austérité une loi réglementant l'exercice du droit de grève, qui 1) interdit les grèves politiques ; 2) admet les grèves de solidarité seulement entre ouvriers de la mé-

(1) Nous reviendrons plus longuement sur ce point. Mais comment ne pas rappeler, en évoquant le massacre des prolétaires perpétré par les franquistes et leurs homologues italiens et allemands, ces paroles de Trotsky, en date du 4 décembre 1939, qui prophétisent en même temps le rôle historique futur du stalinisme :

« Personne n'a étouffé en Espagne le mouvement socialiste de façon plus implacable que Staline, qui, à ce moment, passait pour un archange de la démocratie pure. On a utilisé tous les moyens : une campagne forcée de mensonges et de calomnies, des falsifications légales dans le style des procès de Moscou, l'assassinat systématique des dirigeants révolutionnaires. La lutte contre l'appropriation des terres et des usines par les paysans et les ouvriers a été naturellement menée au nom de la lutte contre le « trotskysme » (...). Staline est absolument disposé à assumer à l'échelle mondiale le même rôle que celui qu'il a joué en Espagne ; et cette fois, avec des résultats meilleurs encore, pour ce qui est de s'assurer une attitude bienveillante de la part des futurs vainqueurs, grâce aux preuves qu'il donne que nul mieux que lui ne pourra éloigner le Spectre Rouge qui, pour les besoins de la cause, sera de nouveau présenté comme du « trotskysme »... »

me profession ou de la même usine ; 3) ne les autorise que si elles sont déclarées par les syndicats (liés aux partis gouvernementaux, et donc au principe sacré de la paix sociale), ou par une majorité régulièrement constituée d'ouvriers non syndiqués et après une procédure de « conciliation » obligatoire longue de... 37 jours ; 4) interdit l'occupation des usines, et admet le lock-out si la grève est « illicite » ou a pour but le « sabotage de l'économie » ; 5) exclut certaines catégories de salariés du « droit de grève ». La loi est entrée en vigueur le 27 août après adoption par le conseil des ministres (Le Monde du 29-8), c'est-à-dire avec le contre-seing des ministres « communistes » et socialistes...

Voilà l'image de leur propre avenir que les soi-disant communistes des pays le plus atteints par la crise politique, sociale et économique mondiale et nationale présentent aux pays un peu moins touchés. Au point de vue politique et économique, l'Italie ne navigue pas dans des eaux bien meilleures que le Portugal, et il y a déjà dans la bourgeoisie italienne des gens pour se demander si le moment ne serait pas venu de faire monter dans la barque gouvernementale les cerveaux du PC, pour qu'ils fassent plier les ouvriers avec un gant de velours en les persuadant qu'ils agissent... pour leur bien, en attendant que s'impose, si les choses ne s'arrangent pas, le recours à la main de fer du fascisme, bien entretenue, dressée et tenue en réserve.

Proletaires, attention ! Le premier coup peut vous être asséné par vos faux pasteurs ! Et être le prélude, comme en 22 en Italie, en 33 en Allemagne, du deuxième, celui qu'assènera le fascisme.

## UN AN DE TERREUR BLANCHE

(suite de la page 1)

les staliniens en désarmant pratiquement le prolétariat. La conférence pan-européenne de Paris a lancé un « appel à l'opinion publique internationale », adressé aux organisations internationales et à tous les gouvernements pour que cesse au Chili « l'état de guerre interne » (!) et que soient rétablis — sous le régime de Pinochet ! — les droits et les libertés élémentaires. Mais peut-on attendre autre chose que des massacres et des aveux d'impuissance de la part de ceux qui prétendent avoir trouvé au Chili la confirmation que la meilleure arme du prolétariat pour « étouffer la violence réactionnaire », c'est le respect de la légalité bourgeoise, de la part de ceux qui inculquent aux exploités l'idée qu'ils ne doivent pas se rebeller pour ne pas s'attirer les foudres de la réaction, et ont la prétention, après avoir paralysé la lutte, empêché toute préparation sérieuse aux affrontements inéluctables, et livré la classe ouvrière et les masses exploitées désarmées au massacre, de panser les plaies par des boniments sur le bon droit et la « dignité » ?

\*.\*

Il est facile de comprendre dans ces conditions combien dangereuse est l'attitude confusionniste de groupes prétendument communistes et révolutionnaires qui évitent de faire la critique la plus claire du rôle joué par les opportunistes et les démocrates en pareil épisode. On ne peut mettre sur le même plan, d'une part la saine réaction de prolétaires à la « terreur exemplaire » que connaît le Chili (réaction qu'un parti révolutionnaire doit se rendre capable de canaliser), et d'autre part l'o-

## OUVRIERS et PAYSANS

Dans une note intitulée « Ouvriers et paysans ont un même ennemi : la société capitaliste », Lutte Ouvrière (N° 307, 16 au 22-7-1974) tente de convaincre les ouvriers — sans envisager d'ailleurs le moins du monde les rapports de classe — du bien-fondé des violentes réactions paysannes en France, et même de la destruction des produits pour maintenir un certain niveau des prix.

Le « scandale », selon L.O., n'est pas tant que l'on détruise des produits pendant qu'une partie de l'humanité meurt de faim, mais plutôt que les producteurs soient contraints d'en venir là. La faute, en d'autres termes, n'incombe pas au producteur, mais « au système économique et social qui fait que lorsqu'il y a une bonne récolte, une partie en reste sur les bras des producteurs, pourrit ou s'abîme dans les champs ou dans les fermes parce que les capitalistes de la distribution ne veulent pas vendre à trop bon marché ». En un an, en effet, les prix payés au producteur ont diminué (notamment pour la viande), alors que les prix de vente montaient à la consommation. En outre, le producteur doit payer à des prix considérablement plus élevés les produits nécessaires pour la culture.

« Pourquoi, se demande alors L.O., les paysans accepteraient-ils de voir leur revenu diminuer, alors que ce qu'ils achètent augmente, alors que les prix de leurs produits vendus sur le marché augmentent également ? »

La question est parfaitement logique. Mais c'est là, précisément, la logique du paysan, ou plutôt la logique du producteur de marchandises en général. C'est la logique du capitalisme, qu'il est absurde de limiter à la sphère des « capitalistes de la distribution », laquelle n'est qu'un maillon des rapports sociaux dans le système de production bourgeois. Le capital commercial a intérêt à maintenir les prix à un niveau déter-

miné et à contraindre le producteur à régler sa production sur cette base. Il s'agit souvent d'une véritable contrainte exercée par le monopole du capital commercial et financier sur le petit producteur ; mais il ne manque pas de situations (ou plutôt de cycles déterminés) où le producteur lui-même y gagne, et il se garde alors de protester parce que ses prix sont rémunérateurs.

Toutefois, le petit producteur mérite d'être considéré à part. De son point de vue limité, il nourrit l'illusion de trouver constamment un débouché avantageux pour sa production. Quand il se voit écrasé par la grande production et la distribution qui font la pluie et le beau temps, il réclame une protection de l'Etat pour ses prix. Son objectif est de s'assurer des prix constamment avantageux, mais pas trop, parce que « tout le monde doit pouvoir vivre, n'est-ce pas », et que le coût de la vie augmente. Mais si, pour tous ces « motifs légitimes », les prix montent, n'y a-t-il pas de toute évidence des « motifs légitimes » de protester pour les consommateurs, en particulier pour les plus pauvres ?

Comment ne pas voir que la logique du producteur n'est nullement anticapitaliste ? Plus il empochera, soit grâce à l'augmentation des prix, soit grâce aux subventions d'Etat, plus l'ouvrier aura à déboursier, directement ou indirectement, comme consommateur ou comme contribuable.

La crise de l'agriculture est une manifestation partielle de la crise du capitalisme : elle est un des fruits de l'anarchie de la production que l'époque du monopole et de l'impérialisme, loin d'éliminer avec ses possibilités de compensation d'un secteur à l'autre et d'une branche à l'autre de la production sociale, fait éclater périodiquement avec une intensité accrue. Il est très difficile, pour ne

(Suite page 4)

orientation que cherche toujours à leur donner l'opportunisme. L'attitude réellement communiste consisterait bien sûr à appeler les prolétaires à manifester leur haine envers la répression bourgeoise et à la combattre, mais aussi à démontrer aux masses qui entendent le faire que l'orientation que les démocrates impriment à la réaction prolétarienne est contraire aux principes et aux exigences de la lutte de classe.

Loin de s'atteler à une pareille tâche, Rouge du 24 juillet tait d'une part complètement le rôle joué par le stalinisme dans les événements chiliens comme dans la préparation de la situation contre-révolutionnaire actuelle où il fut responsable du massacre de l'avant-garde internationale du prolétariat et en premier lieu de la vieille garde bolchévique ; et d'autre part ce même journal, après avoir indiqué quelques « limites » de la conférence de Paris, souligne néanmoins son importance en ces termes : « Elle est un acte d'accusation de poids contre la junte, au moment précis où celle-ci, aux prises avec une crise économique décisive, ne peut obtenir de crédits ou d'investissements significatifs sans « libéraliser » sa dictature, ni permettre aux luttes partielles de s'amplifier, s'organiser, se généraliser. »

Si elle est un moyen de pression sur la Démocratie Chrétienne dans la logique permanente d'en détacher au moins l'aile gauche, elle est aussi et davantage, objectivement, un encouragement au développement et des luttes au Chili et de la solidarité internationale à celles-ci.

Il n'est pas besoin de démontrer le caractère véritablement grotesque de l'idée selon laquelle les appels au droit pourraient avoir

une influence sur les mouvements de capitaux, ces derniers pourraient modifier l'attitude de la bourgeoisie dans un sens favorable au prolétariat, et de telles méthodes d'appel aux gouvernements et à l'impuissante « opinion internationale » pourraient avoir d'autres effets que de bernier les prolétaires.

Il est surtout particulièrement scandaleux, après les événements du Chili précisément, d'entendre des « révolutionnaires » affirmer que des bavardages de démocrates pourraient être « objectivement un encouragement au développement des luttes au Chili ».

Comme si la première chose à faire, pour encourager la résistance à la dictature militaire et lui donner un minimum d'efficacité n'était pas précisément de tirer le oïlan des luttes et des catastrophiques défaites passées ! Or que penser des partis, qui, après la tragique responsabilité qu'ils portent pour avoir non seulement laissé sans préparation le prolétariat et les masses laborieuses, mais même annihilé tous leurs efforts, veulent recommencer le même scénario, quand ils ne cherchent pas à faire croire aux masses exsangues que la Démocratie Chrétienne de Frei, hier responsable de la chute et du piège de l'Union Populaire, serait aujourd'hui un allié dans la lutte contre la dictature ? Les partis « de gauche » chiliens ont perdu depuis longtemps toute capacité et tout droit historique à mener la lutte contre les classes dominantes et l'impérialisme : bien plus, ils ont ouvert la voie à la répression bourgeoise. Quant à leurs frères et cousins à l'échelle internationale, l'expérience devrait avoir montré depuis longtemps que le prolétariat ne peut leur faire la moindre confiance sans risquer le pire.

## RÉUNION GÉNÉRALE DU PARTI (JUIN 1974)

# HISTOIRE DE LA GAUCHE

## (Le III<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste)

(La première partie de ce rapport a été publiée dans le n° 177 du « Prolétaire ».)

Il n'est pas exagéré de dire que la flambée d'« infantilisme de gauche » qui se produisit en Allemagne et ailleurs pendant et après l'« action de mars » de 1921 en s'exprimant dans la « théorie de l'offensive » — ou plutôt de l'offensive à tout prix et en toute circonstance — eut pour le mouvement communiste international des conséquences plus négatives que le pseudo-extrémisme dénoncé par Lénine en 1920. S'étant manifesté pour ainsi dire en marge du mouvement lui-même, le « gauchisme » de 1920 non seulement n'avait pas empêché la constitution de nouveaux partis sur la base des résolutions du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, mais avait indirectement provoqué une sélection par rapport aux éléments d'origine extra-marxiste ou para-marxiste. La « théorie de l'offensive », en revanche, retarda la lutte — déjà amorcée dans les premiers mois de 1921 — contre la réapparition de courants de droite dans les nouvelles sections du Komintern et la rendit plus difficile, apportant même de l'eau à leur moulin et mettant la direction de l'Internationale dans l'impossibilité de séparer l'ivraie centriste du grain d'une gauche qui n'existait en tant que courant authentiquement marxiste que dans des exceptions limitées (et d'un poids non déterminant), comme la Gauche italienne.

La gravité du « danger de droite » était apparue vers la fin de 1920 et les premiers mois de 1921 surtout en Allemagne, avec les coups de barre de la direction Lévi dans un sens parlementariste et légalitaire, avec sa condamnation de la scission de Livourne comme artificielle et trop... à gauche, avec ses incursions du côté d'un « national-bolchevisme » avant la lettre. Après la condamnation de Lévi, le danger subsistait encore au sein du KPD, où il s'incarnait dans le groupe animé par Clara Zetkin. Il ne s'était jamais démenti dans le Parti Tchécoslovaque et chez le porte-parole de sa majorité, Smeral, contre lequel Lénine, et avec lui tous les dirigeants du Parti russe et du Komintern, se lancera au III<sup>e</sup> Congrès dans une violente diatribe : « Si l'on entend par coordination [de l'action révolutionnaire internationale - NdR] que nous devons attendre l'entrée en action d'un autre pays plus riche et de population plus nombreuse [ce qui, en définitive, était la théorie non seulement des Turati et des Treves en Italie, mais de Serrati lui-même], ce n'est pas là une interprétation communiste, c'est une véritable escroquerie ». Et encore : « Mais il y a une autre chose qui nous inquiète actuellement, et c'est ceci : est-ce qu'effectivement en Tchécoslovaquie on en viendra également à préparer l'offensive [le III<sup>e</sup> Congrès n'a pas en effet pour thème le...

refus de l'offensive, mais au contraire la nécessité de bien la préparer] ou bien est-ce qu'on se bornera à parler des difficultés ? L'erreur de gauche, c'est simplement une erreur, elle n'est pas grave et elle est facile à corriger. Mais une erreur qui met en cause la résolution d'engager l'action, ce n'est plus une petite erreur, c'est une trahison. Il n'y a pas de commune mesure entre ces deux sortes d'erreurs. La théorie selon laquelle nous ferons la révolution, mais seulement après que les autres auront engagé l'action, est fondamentalement fautive » (Discours du 11 juillet 1921 à la conférence des membres des délégations allemande, polonaise, tchécoslovaque, hongroise et italienne ; Œuvres, t. 42). Et ce danger de droite subsistait dans le Parti français, d'où l'Internationale s'efforcera de l'extirper au cours des deux années suivantes, sans jamais y parvenir.

Dans ces conditions, il importait au plus haut point de s'efforcer de transformer la réaction — saine mais désordonnée et même paranoïaque dans certaines de ses manifestations extrêmes — contre les tendances capitulaires de droite, en un rempart solide et raisonné contre les rechutes dans l'opportunisme. Dans son « discours en faveur de la tactique de l'I.C. » du 1<sup>er</sup> juillet, Lénine affirme avec force que « s'il y a des centristes ou des centristes camouflés qui contestent la théorie de l'offensive [en tant que principe général, inséparable de l'ensemble des principes qui définissent un Parti communiste digne de ce nom, et non en tant que doctrine selon laquelle on devrait se lancer à l'assaut toujours et en toute circonstance], il faut les exclure sur le champ » (Œuvres, t. 32). Mais la « contre-offensive » de Lénine et de Trotsky contre l'infantilisme de « gauche » devait précisément être d'autant plus énergique qu'elle était dictée par la conviction que la lutte contre le centrisme n'est valable qu'à condition d'être correctement fondée en théorie, et confiée à un noyau de militants qui ne confondent pas la révolution avec un jeu, un « sport », un acte de pure volonté exécuté par une petite élite de gens audacieux et intrépides qui — comme le proclamait follement Maslov en Allemagne — « ne se préoccupent pas de savoir si et jusqu'à quel point les masses les suivront ». Le malheur c'est que les forces déployées à « mettre les points sur les i » pour redresser les erreurs d'une « gauche » qui déviait mais qui pouvait être remise sur le droit chemin, ne suffirent ni à parer efficacement les coups de la droite, ni à empêcher les ardents partisans de l'offensive à tout prix de prendre eux-mêmes en l'espace de quelques mois un virage à 180 degrés en devenant ultra... défensivistes et même pire.

Il est vrai que, à mesure que le III<sup>e</sup> Congrès approchait, les théoriciens de l'offensive élevée au rang de règle supra-historique avaient mis beaucoup d'eau dans leur vin : ils avaient retiré les Thèses déjà préparées à Berlin, qui proclamaient qu'une fois le Parti communiste constitué il ne reste plus qu'à passer directement à l'attaque. Mais les amendements qu'ils proposèrent aux Thèses rédigées par la délégation russe, s'ils étaient acceptables lorsqu'ils s'opposaient à la grossière interprétation faisant des événements de mars un... putsch bakouniniste, ne permettaient guère de penser que leurs auteurs — parmi lesquels Terracini, oublié de ce que l'organe théorique du P.C. d'Italie, *Rassegna Comunista*, soutenait pourtant explicitement en polémique tant contre le suivisme des Lévi que contre l'aventurisme des anti-Lévi — avaient réellement compris l'erreur contenue dans la parcelle de vérité de leur « opposition ». Comme en 1920, Lénine dut fustiger la « gauche infantile », quitte (comme il le dira lui-même

après le Congrès) à passer pour... droitier, précisément parce que, pour l'Internationale, le salut ne pouvait venir que de cette direction, à condition qu'on la rappellât vigoureusement à l'observance d'une ligne théorique et pratique non éclectique, non désordonnée, dictée non par la passion du moment mais par la vision lucide du chemin de la préparation révolutionnaire — un chemin difficile, qui n'admet pas l'impatience. D'ailleurs, malgré les atténuations et les marches arrière de dernière minute des « partisans de l'offensive », un discours comme celui du hongrois Pogany — entièrement inspiré par la vision triomphaliste selon laquelle le mouvement ouvrier d'Europe centrale était sorti plus fort que jamais du sanglant holocauste subi en près de trois ans de luttes héroïques mais mal conduites et soldées par des défaites dramatiques, et devait par conséquent continuer à mener une bataille incessante, un assaut permanent contre la citadelle ennemie — suffisait pour démontrer combien était réel le danger de tout gâcher par la précipitation, le dilettantisme, l'« enthousiasme » ignorant l'étude attentive des rapports de force, et de donner en plus à la défaite une étiquette « de gauche » qui aurait justifié les anathèmes et les cris de justification satisfaite des « droites ».

Il est indéniable (et Lénine le reconnut) qu'on peut trouver dans le discours pourtant vague et prudent de Terracini, qui prit la parole pour tous ceux qui présentaient les amendements, des remarques justes et des mises en garde non dépourvues de valeur, en particulier lorsqu'il critique le néant politique de certains partis qui avaient accru leurs effectifs au prix de relâchements successifs de la rigueur doctrinale et programmatique. S'il n'en avait pas été ainsi, Lénine n'aurait pas parlé de « petite erreur » à propos des « gauchistes ». Mais précisément parce que ces observations étaient justes, il fallait en éliminer certains éléments dangereusement idéalistes ou, selon le cas, volontaristes. Lénine ne mâcha pas ses mots. Le parti communiste, dit-il en substance, est sans doute un parti de minorité par rapport à la classe. Mais d'une part ceci ne justifie pas qu'on idéalise son exiguité numérique, comme si la force du parti résidait en soi dans le fait d'être « petit ». D'autre part le parti ne peut gagner la grande bataille de la révolution qu'à condition : 1) d'exercer une influence non éphémère sur une couche de plus en plus large de prolétaires, non conscients des buts finaux du communisme (c'est-à-dire de la vision de la société communiste future), mais irrésistiblement poussés par les déterminations matérielles de leurs conditions de vie et de lutte à embrasser dans les faits ses principes, c'est-à-dire « l'institution de la dictature du prolétariat et l'emploi par l'Etat des méthodes de coercition en période de transition » ; 2) d'avoir également conquis la sympathie de la majorité de tous les exploités. La leçon d'Octobre c'est, sans doute, la nécessité impérative à l'avant-garde de la classe d'un noyau solide et compact, même s'il est relativement petit, le Parti révolutionnaire marxiste ; mais parce qu'il avait travaillé sérieusement en fonction de cet objectif, ce noyau était (comme il le doit l'être) au centre d'un faisceau de plus en plus large de forces prolétariennes et même populaires gravitant irrésistiblement dans son orbite. La « majorité » qu'il faut conquérir n'est pas, pour Lénine, une majorité statistique, vulgairement numérique, et ce serait une grave erreur de croire, à la manière des démocrates, qu'elle s'identifie avec la « majorité absolue ». Mais quand on a horreur des « grandes masses » comme les théoriciens de l'« offensive » permanente, on mon-

tre, en tombant dans l'erreur opposée, qu'on ignore la dynamique même de la lutte révolutionnaire dans ses phases successives : au début la « masse » peut n'être qu'un détachement isolé de prolétaires en lutte, et la « conquête de la majorité » la direction de ce détachement par les communistes ; plus tard la « masse » est le prolétariat de toute une ville en grève ; enfin, comme les cercles concentriques que provoque un caillou qu'on jette dans un lac, c'est toute une armée de prolétaires, de semi-prolétaires, de paysans pauvres, et d'exploités en général, qui est entraînée dans un mouvement irrésistible ; et le parti qui, parce qu'il a « appris l'art de préparer la révolution », a été vivant et actif à chacun des stades de ce processus en chaîne, est également le seul à pouvoir se trouver à la tête de l'armée finale et la diriger. Telle est la signification du processus révolutionnaire et de l'action déterminante du parti dans ce processus : « Sans une préparation sérieuse, vous n'obtiendrez la victoire dans aucun pays. Il suffit d'un parti tout petit pour entraîner les masses. A certains moments, il n'est pas besoin de grandes organisations. Mais pour la victoire, il faut avoir la sympathie des masses ». Pour la victoire — mais aussi pour « garder le pouvoir ». Il est vrai en effet que la dictature du prolétariat est exercée par le parti, faute de quoi elle se détruit elle-même ; mais d'autre part cet exercice du pouvoir serait-il possible sans la sympathie, l'appui, disons même l'accord (qui ne s'exprime pas dans les votes ou dans d'autres fictions démocratiques mais dans les actes) de la classe prolétarienne et des couches mineures qui gravitent autour d'elle ?

Encore une fois la conclusion à tirer est celle-ci : « Notre première tâche, c'est de fonder un véritable parti révolutionnaire [et, pour cela, la condition est de rompre avec l'opportunisme]. Mais ce n'est là que l'école préparatoire [...]. La seconde étape consistera pour nous, une fois organisés en parti, à apprendre à préparer la révolution ». A cette fin, la lutte contre les centristes est un moyen nécessaire ; mais gare si on s'arrête là, comme si cette lutte représentait à elle seule toute les tâches du parti ;

gare si au nom de cette lutte on oublie la tâche bien plus difficile et vitale consistant à conquérir patiemment, méthodiquement, les masses encore dominées par le centrisme. Croire qu'il suffit de parler comme Terracini de « passage de la passivité à l'action » ou de « tendances dynamiques opposées à des tendances statiques » pour justifier une tactique qui, sous prétexte que l'action suffirait d'elle-même à entraîner les prolétaires dans la lutte et à les polariser autour du parti, ignore les masses et le problème de la conquête des masses aux principes du communisme, et se croit en règle pour la seule raison qu'elle a fait de la lutte contre les centristes le sport quotidien, c'est se nourrir de « phrases » ; et Lénine rappelle que c'étaient des phrases semblables que lançaient les socialistes-révolutionnaires, et qu'il avait fallu se débarrasser d'eux et de leurs phrases dans une lutte constante et sans répit. Comme il le dira encore dans son discours du 11 juillet (nous nous excusons de devoir synthétiser au maximum, dans ce résumé squelettique du rapport, des passages qui devraient être reproduits intégralement) : « Notre seule stratégie, maintenant, c'est de devenir plus forts et par conséquent plus sages, plus réfléchis, plus « opportunistes » [« opportunisme » a ici, bien entendu, le sens léniniste d'appréciation franche et sans préjugés des rapports de force réels : ce n'est pas par hasard que le mot est mis entre guillemets], et nous devons le dire aux masses. Mais lorsque, grâce à notre sage tactique, nous aurons gagné les masses, alors nous appliquerons la tactique de l'offensive, et cela dans son sens le plus strict ».

C'est là le sens profond de la dialectique ; c'est là l'enseignement des « artisans de la révolution d'Octobre » aux jeunes communistes occidentaux, aussi pleins d'enthousiasme et de... dynamisme qu'incapables d'autodiscipline et d'auto-organisation. La tâche des prochaines réunions générales du Parti sera d'approfondir l'étude critique des thèses et des débats du III<sup>e</sup> Congrès, comme nous avons déjà entrepris de le faire pour les discours fondamentaux de Lénine et de Trotsky.

## CHOMEURS et EMIRS

En Allemagne, le chômage a frôlé le demi-million en juillet, chiffre le plus haut qui ait été enregistré dans les mois d'été au cours des quatorze dernières années, le double du chiffre de juillet 1973. Le taux actuel de chômeurs par rapport à la population active est de 2,2 % : on prévoit une moyenne annuelle de 2,5 % tandis que le chiffre absolu devrait, à la fin de l'année, s'élever à 800.000. Tout cela sans compter le fait que beaucoup de travailleurs immigrés sont déjà repartis chez eux, que dans certains centres industriels, en particulier dans la Ruhr, le taux de chômage est déjà de 2,7 %, qu'à Gelsenkirchen il a atteint 4,9 %, tandis que Volkswagen a annoncé des suspensions sous forme d'une semaine supplémentaire de vacances forcées pour 49.000 travailleurs, et menace même de fermer l'usine Audi-Nsu de Neckarsulmen, « sacrifiant la fille pour sauver la mère ».

Ceci n'empêche pas les émirs du pétrole d'investir une part toujours plus grande de leurs profits en actions industrielles et bancaires allemandes. On sait que l'Iran s'est déjà assuré 25,04 % des actions des aciéries Krupp : mais le Koweït, l'Arabie Saoudite et autres sont aussi engagés dans la course pour décrocher des participations en échange d'une assistance technique consistant dans la création d'usines pétrochimiques. L'intérêt n'est pas seulement pour les Arabes : depuis longtemps, l'Allemagne a entrepris au Moyen-Orient, en particulier dans la région du Golfe Persique, une percée qui rappelle fortement la course vers Bagdad d'avant la première guerre mondiale ou l'actuel *rush* japonais vers l'Asie du sud-est, et dont l'Iran, en plein *boom* financier, constitue le pivot. Si, comme cela a été écrit, les Arabes sont en train de « conquérir l'Allemagne », il est bien plus vrai de dire que l'Allemagne est en train de prendre pied solidement dans le monde arabe, entrant ainsi potentiellement en concurrence avec les Etats-Unis, et peut-être en avance sur eux.

Schmidt peut regarder « sereinement » vers l'avenir : sur un plateau de la balance, les chômeurs ; sur l'autre, les émirs. Mais les uns et les autres constituent des facteurs *explosifs* — sinon dans l'immédiat, du moins sûrement dans le futur.

**PRESSE INTERNATIONALE**  
Acaba de aparecer el n° 14 (mayo-julio 1974) de:

**EL PROGRAMA COMUNISTA**  
Sumario:  
— Marxismo y clases medias (fin).  
— El marxismo y los intelectuales.  
Precio: 2 F. Pedidos al « Prolétaire ».

Une nouvelle publication :  
**EL COMUNISTA**  
suplemento en español de IL PRO-GRAMMA COMUNISTA. Sumario del n° 1 (agosto 1974):  
— ¿ Porqué « El Comunista » ?  
— Noticias sobre Portugal.  
— América es siempre América.  
— El capitalismo y su paz.  
— Programa del Partido Comunista Internacional.  
Precio: 0,50 F. Pedidos al « Prolétaire ».

# Great Britain Company Ltd

Le gouvernement travailliste anglais préfigure avec une belle avance le gouvernement idéal dont rêvent nos « communistes » nationaux.

Il est vrai que le programme de nationalisations prévu dans le « Livre Blanc » mis au point par le ministre anglais de l'industrie, Benn, est bien pâle. Mais celui du PCF a depuis longtemps perdu toute couleur. L'essentiel est que par l'intermédiaire de l'office pour les participations d'Etat (National Enterprise Board, NEB), le gouvernement s'assure un certain contrôle sur les entreprises privées; d'autre part, grâce à un système d'accords de trois ans avec les principales entreprises sur la planification de la production, des exportations, des investissements et de la main-d'œuvre, l'Etat intéresse les Trade-Unions (qui d'ailleurs participent également au fonctionnement du NEB) à la sauvegarde et au développement des entreprises non seulement publiques mais privées, en venant au secours des entreprises faibles ou vacillantes, en fournissant de l'oxygène à celles qui ne sont pas encore assez compétitives, en exaltant l'agressivité productive et commerciale de celles qui sont déjà florissantes, et en aidant les régions « sous-développées » de l'Ecosse et du Pays de Galles. Comme l'écrit le « Livre Blanc » : « Nous avons besoin [« nous », autrement dit le Royaume-Uni, piloté par les capitaines travaillistes, sur la mer démontée de la crise...] aussi bien d'industries d'Etat efficaces, que d'un secteur privé vigoureux, attentif, ayant le sens

de ses responsabilités, rentable, et travaillant avec le gouvernement en un ensemble qui synthétise les intérêts de tous ». Et il ajoute : « La Grande-Bretagne doit trouver une voie constructive, qui lui permette de sortir de cette guerre de tranchées entre gouvernement, patronat et ouvriers, qui provoque actuellement un tel gaspillage d'énergies et de talents ».

Investissements productifs, sens des responsabilités, participation des syndicats, conjointement au gouvernement et au patronat, à une œuvre commune de relance de l'industrie, « intérêts de tous », « démocratie industrielle », fin de la « guerre de tranchées » (lisez : de la lutte des classes) : comment nier que le gouvernement travailliste montre la voie de cette « démocratie avancée, antichambre du socialisme made in France ou made in England, qui fait les délices des paladins de l'Union de la Gauche ? Mieux : quel patron n'en rêverait ? Comme l'explique un journal suisse (le Tages-Anzeiger du 16-8) dans une correspondance de Londres : « Le ministre de l'industrie espère pouvoir ainsi diriger et discipliner le renouveau et le développement de l'appareil productif, négligés depuis des années (...). S'il s'avère que des subventions supérieures à celles qu'on peut obtenir par la voie ordinaire sont nécessaires, le gouvernement mettra les capitaux correspondants à la disposition des entreprises, en créant à cette fin un fonds administré par le NEB ». Il est vrai que « l'entreprise qui veut de l'argent, qui désire s'étendre, devra montrer ses papiers » et que « lorsqu'un crédit sera accor-

dé, le NEB devra avoir une participation en actions dans le capital » : mais qui ne s'en contenterait ? Comme le dit encore le même journal : « En 1971, en Angleterre, le chiffre d'investissements par ouvrier s'élevait seulement à la moitié de ce qu'il était en France, au Japon et aux Etats-Unis, et depuis le rapport à énormément empiré. Il y avait bien des capitaux sur le marché, mais, pour différentes raisons, ils prenaient le plus souvent le chemin de l'étranger, si bien que dans les dix dernières années les investissements directs de la Grande-Bretagne à l'étranger ont triplé, tandis que dans le pays même on n'a pratiquement plus investi ». La Grande-Bretagne doit donc rattraper un énorme retard : « Sans de gigantesques efforts pour investir, elle ne peut ni survivre en tant que pays industriel, ni se maintenir au niveau actuel », et il serait scandaleux qu'elle ne puisse compter que sur l'argent du Chah de Perse, qui lui a récemment offert 1.200 millions de livres sterling à un intérêt de 11 à 13%...

Les administrateurs de la Great Britain Company Ltd se préoccupent de trouver une solution au problème « dans l'intérêt de tous », exploités et exploités. Leur « socialisme » s'arrête à la constatation évidente qu'en régime capitaliste travail et capital sont indissolublement liés, et que pour qu'il y ait plus de travail, il faut qu'il y ait plus de capital. Ils peuvent donc prétendre combattre le chômage en aidant le capital à investir avec le maximum de rendement et le minimum de risques. Ils méritent bien une médaille de civisme !

# LA «RENTÉE SOCIALE»

(suite de la page 1)

Il en a toujours été ainsi... Toute autre position serait irréaliste, voire dangereuse, PARCE QUE EXPLOSIVE A PLUS OU MOINS LONG TERME... (souligné par nous).

Ne sont-ils pas réellement « compréhensifs », ces syndicats qui veulent concilier les exigences de la classe ouvrière et celles de l'économie nationale, c'est-à-dire dans la pratique subordonner les premières aux secondes, conformément aux objectifs de la bourgeoisie ? Qui sont obligés de mentir aux ouvriers sur le vrai sens de la négociation qu'ils prônent, dont le but est de temporiser, de « calmer les esprits », en somme de paralyser la réaction ouvrière pour éviter l'explosion comme le disait si bien Berteloot et maintenir la paix sociale, conformément à leur principe d'action et aux nécessités de la conservation bourgeoise ?

Il est donc parfaitement clair que lorsque les bonzes promettent qu'ils « organiseront la grève si la négociation échoue », car la « grève est l'arme ultime » — formules dont ils se gardent bien de dire aux prolétaires qu'elles viennent de se traduire au Portugal par une loi anti-grève contresignée par un de leurs collègues — ils ne conçoivent une telle grève que comme un exutoire, une parodie, un bluff supplémentaire visant à contrôler l'explosion des bombes sociales qu'ils n'auraient pas encore réussi à désamorcer. Que dans la pratique, ceci ne signifie pas autre chose que renoncer à organiser la grève envisagée, c'est ce

que Maire a cyniquement exprimé au cours d'une rencontre CGT-CFDT : « Il ne faut pas que les centrales aillent trop vite [et pour cause !] dans la coordination des mouvements ouvriers. C'est aux syndicats d'entreprise, aux fédérations et aux unions régionales d'agir ». Et Ségué d'appuyer son compère en ajoutant : « C'est un des aspects importants de la démocratie syndicale ». (Le Monde du 30-8.)

Pour tenter d'arracher les revendications les plus élémentaires au patronat et à l'Etat, pour défendre le salaire qui fond sous l'effet de l'inflation, pour exiger la diminution substantielle et immédiate du temps de travail — surtout au moment où s'aggrave l'intensité du travail pour les uns, le chômage pour les autres —, pour utiliser dans l'inévitable combat contre la bourgeoisie les méthodes indispensables de la lutte de classe, lutte donc sans merci contre l'opportunisme traître !

## PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

● A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

# Le capitalisme mondial

(Suite de la page 1)

an, quand, dans les premiers mois de l'année, le déficit de la balance commerciale a augmenté, d'après l'Economist, de 78 % par rapport à 1973 en Angleterre, celui de l'Italie de 59 % celui du Japon de 49 %, celui de la France de 25 % et que chacun de ces pays va chercher frénétiquement à vendre sur des marchés étrangers qui rétrécissent nécessairement, et contre la concurrence accrue — toujours pour ne prendre qu'un exemple — d'une Allemagne dont l'excédent a augmenté de 24 % au cours de la même période et qui ne va évidemment pas s'abstenir par charité de défendre avec bec et ongles un avantage aussi précieux ? Bonn et Paris demandent à Washington de ne pas aggraver les malheurs de tout le monde par une nouvelle politique déflationniste ; Washington répond qu'il a ses ennuis, bien plus sérieux qu'un Watergate, et que chacun n'a qu'à s'occuper des siens propres.

En France, la « rentrée » s'ouvre sur une augmentation du chômage qui ne pourra que s'accroître, ne serait-ce qu'à cause du nombre croissant des faillites qui frappent les petites entreprises — sans parler des licenciements déjà pressentis dans l'automobile — et sur une baisse du pouvoir d'achat sans précédent par suite de l'inflation. Le gouvernement met en scène une énorme farce de « baisse de 5 % » chez les commerçants, et les syndicats et partis opportunistes participent eux aussi à la diversion avec le « schéma de discussion » (sic) en 5 points proposé par Ségué : 1) réduction de la TVA sur certains produits — mesure déjà appliquée avec le succès que l'on sait au début de l'année, et qui ne changera rien à la condition des prolétaires puisque c'est de toute façon eux qui entretiennent par leur travail l'Etat de leurs exploités, et qu'ils devront donc payer d'une autre façon ce qu'ils ne payent pas en TVA ! 2) impôt sur le capital — bel écran de fumée démagogique qui fait semblant de répartir différemment

les fruits de l'exploitation sans diminuer d'un pouce l'exploitation elle-même ; 3) blocage des prix — mesure bidon qui n'a évidemment jamais bloqué aucune hausse des prix ; 4) réduction des marges bénéficiaires des grandes sociétés capitalistes privées « et en particulier des sociétés multinationales pétrolières qui accumulent d'énormes profits sur la collectivité nationale au mépris de la législation en vigueur [sic] et de l'intérêt national » (Humanité, 2-9) — voilà bien une fois de plus la crapulerie chauvine de l'opportunisme : le responsable, c'est l'étranger qui exploite « la collectivité nationale », c'est-à-dire l'ensemble des braves capitalistes, petits bourgeois, paysans et salariés bien de chez nous ! 5) garantie du pouvoir d'achat par l'échelle mobile — comme si, en régime capitaliste, on pouvait « garantir » aux exploités qu'ils ne subiraient pas les attaques patronales ! Autant de fausses « mesures » qui de toute façon ne changeront rien ni à la situation des exploités, ni à celle de l'économie capitaliste. Et nous ne disons rien des mille autres recettes dont l'opportunisme abonde (entre autres la fameuse « augmentation de la consommation intérieure »), et qui n'ont jamais empêché les crises cycliques, encore moins la crise chronique du mode de production capitaliste, mais qui servent à jeter de la poudre aux yeux !

Dans ce cadre, où aucune politique ne peut modifier sérieusement la situation, seuls les idiots ou les cyniques peuvent « s'étonner » de ce que la classe dominante se demande, comme l'Italie nous en donne un exemple avec les avances réitérées du patron « progressiste » de Fiat, Agnelli, si ce ne serait pas le moment d'appeler les « communistes » à partager les responsabilités de gouvernement, ou du moins à une collaboration constante, parlementaire et syndicale, avec celui-ci. En France, nous n'en sommes pas encore là, mais déjà l'opposition est l'objet de bien des regards et certains secteurs de la bourgeoisie vont jus-

qu'à s'indigner d'une politique qui rejette les « communistes » dans « les ténèbres extérieures au jeu des institutions » et à rêver « à une France qui se donnerait régulièrement le choix entre une gauche et une droite également intelligentes et également sérieuses », comme le font les Echos du 27-8. Les bourgeois n'oublient pas les services rendus à l'époque de la reconstruction de l'après-guerre, et ils ne manquent pas de voir un exemple reconfortant dans la totale disponibilité des « communistes » pour « gérer » les crises politiques, économiques et sociales aiguës au Portugal et — en perspective — en Espagne, c'est-à-dire dans les maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste. De même, seuls les idiots ou les cyniques peuvent « s'étonner » de ce que la classe dominante prépare également à toutes fins utiles sa réserve de nerfs fascistes, comme c'est le cas en Italie où les difficultés sont très aiguës, pour une nouvelle édition du fascisme. Et le fait, par exemple, que les députés proposent en Angleterre de créer une « milice patriotique » et « apolitique » pour « faire face aux violences et maintenir l'ordre public » est un signe du fait que le phénomène n'est pas spécifiquement italien.

Pour sauver la bourgeoisie les étapes ont toujours été les mêmes : d'abord une bonne dose d'opportunisme pour calmer relativement les masses, puis, quand les prolétaires ont été bien chloroformés, c'est la matraque des chemises brunes ou noires qui s'abat sur eux.

Dans le domaine de la lutte revendicative quotidienne pour un salaire moins dérisoire et pour une journée de travail moins écrasante, comme dans celui de la défense physique contre les forces légales et illégales de la bourgeoisie et — à un niveau supérieur — dans celui de l'organisation politique autour du programme révolutionnaire marxiste, les faits eux-mêmes crient : Reprise sans quartier de la lutte de classe ! Mort au capital ! A bas ses la-

# Ouvriers et paysans

(suite de la page 2)

pas dire impossible, que le paysan (et pas seulement le « paysan en général » dont parle L.O., mais même le petit paysan en mauvaise posture) puisse en prendre conscience et en tirer des conclusions antibourgeoises. Il sera naturellement porté à chercher des issues bourgeoises, et donc, en fin de compte, si les mots ont un sens, antiouvrières. C'est ce que nous croyons avoir compris des analyses de Marx, Engels, Lénine.

Tout cela impose à un parti ouvrier (« ouvrier » non dans le sens sociologique du terme) une attitude vis-à-vis des paysans (et en particulier des petits producteurs) beaucoup plus complexe que la pure et simple adhésion aveugle à leurs aspirations en tant que producteurs. L'ouvrier communiste aussi, comme Engels l'a expliqué à propos de la France justement, a son propre discours à tenir au paysan, sans se plier aux intérêts particuliers de celui.

La destruction des produits n'est pas imputable au paysan, mais au système économique capitaliste : c'est juste. Mais le capitaliste de la distribution pourra lui aussi s'en tirer avec cet argument ! La différence, dira-t-on cependant, c'est que le premier est une victime du système, le second un profiteur. Mais cette appréciation même

peut se renverser, dans les cas où les profiteurs se mettent à perdre, en même temps que les banquiers et les grands industriels eux-mêmes. En définitive, ce qui distingue le petit producteur (agricole en particulier), c'est précisément son double caractère, en même temps d'« agent économique » et de victime du capitalisme : il en profite et il en souffre, il lui est lié tout en étant victime. Le second aspect rend les petits producteurs aptes à comprendre la propagande socialiste, dont ils ne saisiront et n'approuveront peut-être pas les perspectives générales, mais qui pourra leur apparaître comme l'unique ancre de salut dans les situations critiques — mais à une condition : que le parti ouvrier révolutionnaire leur ait non seulement montré inlassablement les causes bourgeoises de leurs difficultés, mais qu'il ait aussi montré que la seule solution consiste à sortir du cadre de cette société.

C'est ce que le Manifeste Communiste disait déjà des couches petites-bourgeoises : « Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs, et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat ».

## PRESSE INTERNATIONALE

sommario del nr. 15 (31 luglio 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana.

### IL PROGRAMMA COMUNISTA

- Dire sciopero generale non basta ma per i sindacati è già troppo.
- La condanna di Giovanni Marini: la vera faccia della democrazia.
- Conflitto greco-turco e «pace imperialista».
- Storia della Sinistra (riunione generale).
- In Portogallo: Nuova et più aperta collaborazione fra opportunisti e Movimento delle forze armate.
- Il neofascismo problema ricorrente nel secondo dopoguerra.
- Come uscire dalla crisi ? (I servi ufficiali della borghesia presentano le loro credenziali).

- A proposito di «rendite parasitarie».
- Formulazioni basilari di Lenin. — 28 luglio.
- In Etiopia: Esercito lealista e rivendicazioni democratico-borghesi.
- Lo spettro dell'autunno caldo.
- Per una riposta di classe all'attacco padronale.

directeur - gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les NMPP